

d'indices (qui ont d'ailleurs servi à les établir). Ainsi, pour que l'élevage intensif fonctionne en Europe il faut qu'une surface, pour ce qu'on appelle des « cultures en coulisses », équivalant à sept fois celle de ce continent soit employée dans d'autres pays à produire l'alimentation nécessaire aux animaux ainsi élevés sur un mode industriel... Pour survivre ou durer, il est donc urgent d'organiser la décroissance.

Quand on est à Rome et que l'on doit se rendre par le train à Turin, si on s'est embarqué par erreur dans la direction de Naples, il ne suffit pas de ralentir la locomotive, de freiner ou même de stopper, il faut descendre et prendre un autre train dans la direction opposée. Pour sauver la planète et assurer un futur acceptable à nos enfants, il ne faut pas seulement modérer les tendances actuelles, il faut carrément sortir du développement et de l'économicisme, comme il faut sortir de l'agriculture productiviste qui en est partie intégrante, pour en finir avec les vaches folles et les aberrations transgéniques.

Le développement comme la mondialisation sont des « machines » à affamer les peuples. Avant les années 1970, en Afrique, les populations étaient « pauvres » au regard des critères occidentaux, en ce sens qu'elles disposaient de peu de biens manufacturés, mais personne, en temps normal, ne mourait de faim. Après 50 années de développement, c'est chose faite. Mieux, en Argentine, pays traditionnel d'élevage bovin, avant l'offensive développementiste des années 1980, on gaspillait inconsidérément la viande de bœuf, abandonnant les bas morceaux. Aujourd'hui, les gens pillent les supermarchés pour survivre et les fonds marins, exploités sans vergogne par les flottes étrangères entre 1985 et 1995 pour accroître des exportations sans grand profit pour la population, ne peuvent plus constituer un recours. Comme le dit Vandana Shiva : « Sous le masque de la croissance se dissimule, en fait, la création de la pénurie. »

George W. Bush déclarait le 14 février 2002 à Silver Spring devant l'administration de la météorologie que « parce qu'elle est la clef du progrès environnemental, parce qu'elle fournit les ressources permettant d'investir dans les technologies propres, la croissance est la solution, non le problème ». Nous affirmons tout au contraire que, bien loin d'être le remède à la mondialisation, le développement économique constitue la source du mal. Il doit être analysé et dénoncé comme tel.

En finir avec l'idéologie du progrès

José Bové *

François Partant a été l'un de ceux qui ont permis de continuer le chemin tracé depuis une cinquantaine d'années maintenant, non seulement dans la remise en cause du développement, mais aussi, allant encore plus loin, dans la remise en cause de l'idéologie du progrès. Le développement fait partie de cette idéologie et l'on peut ici citer Jacques Ellul, qui a été l'un des pères fondateurs de cette réflexion avec son livre *La Technique ou l'enjeu du siècle*, au milieu des années 1950. Il y a une véritable filiation entre Jacques Ellul – en passant par Ivan Illich et François Partant – et tous les mouvements qui sont aujourd'hui en action. Ce qui fait le fondement du mouvement planétaire actuel de la remise en cause de la globalisation et de la volonté de dire qu'il faut défaire le développement, ce qui est fondamentalement au cœur de ce débat, c'est qu'il faut en finir avec l'idéologie du progrès. Celle-ci est responsable d'une sorte de mythe, selon lequel il y a une situation donnée au départ, que tout ce que l'humanité peut faire améliorera. Ce grand mythe du XIX^e siècle a été l'idéologie dominante, construite à la fois par les libéraux et par les marxistes, constituant la face et le revers d'une même médaille, celle de l'idéologie du progrès. Ce qui fait qu'une nouvelle pensée existe aujourd'hui, c'est que l'on a compris que ces systèmes étaient rigoureusement identiques, qu'ils étaient basés à la fois sur le scientisme, sur la logique de la production et du marché et sur la glorification de l'État ou des institutions. On se retrouve donc maintenant avec une remise en cause globale de l'ensemble de ce schéma.

* Syndicaliste, membre de la Confédération paysanne

Évidemment, cela fait peur, et les vieux démons, les vieilles recettes du passé reviennent. Et bientôt on nous expliquera qu'en fait, au début du ^{xx}e siècle, on n'avait pas bien compris comment il fallait faire, mais que le modèle est toujours bon, que ce sont les hommes qui l'ont mis en place qui n'étaient pas bons. Nous ne pouvons plus accepter cette logique des avant-gardes et cette logique scientifique appliquées à l'économie et à la politique. Nous devons remettre cela en cause, ainsi que la logique du combat.

Il y a deux manières de combattre, qui sont chacune porteuse du type de société que l'on veut construire. Il y a une méthode autoritaire et une méthode antiautoritaire, ce qui nous ramène au débat de la 1^{ère} Internationale, à la fin du ^{xix}e siècle. Nous sommes en train d'inventer une nouvelle façon de vivre en société. François Partant a mené cette réflexion, notamment dans son livre *Que la crise s'aggrave*, avec comme point de départ l'agriculture. Ceci n'est pas neutre car c'est dans ce domaine que la remise en cause du dogme du productivisme s'est construite et a été la plus avancée, du moins du vivant de Partant, et c'est ainsi que les paysans eux-mêmes ont dénoncé la logique dans laquelle le système voulait les enfermer. Logique du toujours plus, logique des moyens pour les moyens, logique d'accumulation financière, logique du marché, logique de l'organisation rationnelle de la production et des marchés ainsi que de la concentration de la distribution, en allant toujours plus loin.

Cette logique a amené toutes les dérives connues, que François Partant avait déjà pointées du doigt, tout comme, au début des années 1980, l'avaient fait des paysans qui remettaient en cause l'utilisation des hormones dans l'élevage. Ce combat a ensuite continué avec la remise en cause de ce qui est peut-être le plus symbolique du culte scientifique : les OGM. Personne ne sait, pas un scientifique sérieux n'est capable de dire ce que peuvent en être les conséquences sur l'environnement, sur la santé, ni sur l'économie. Il s'agit seulement d'avancer coûte que coûte. Logique du progrès qui va de pair avec celle du marché, pour lequel les OGM sont une chose extraordinaire, en faisant en sorte que ce qui était gratuit devienne payant. Les graines que le paysan garde et qu'il resème sont gratuites, par contre celles qu'il faut se procurer auprès de la firme multinationale, chez Monsanto ou Novartis, obligent le paysan à accumuler les richesses pour pouvoir les acheter. Ce contentement du marché avait déjà commencé avec les hybrides, premier stade, pourrait-on dire, des OGM. On a dit que rendre le maïs stérile par hybridation constituait un progrès parce que cela permettait

de produire plus, ce qui était déjà un mensonge au début du ^{xx}e siècle.

Cependant le marché ne peut pas agir seul, il a besoin de règles du jeu et se sert donc des institutions, du droit, à travers les brevets. Le premier brevet sur les OGM aux États-Unis est un brevet conjoint entre l'État et une firme privée. On se retrouve avec ce triptyque progrès-marché-État, les trois ayant besoin les uns des autres pour continuer à avancer, à dominer.

À bien y regarder, on se rend compte que cette logique du développement est complètement suicidaire. Elle refuse de regarder autour d'elle, avance sans connaître les conséquences de ses actes. Je citerai simplement quelques chiffres qui montrent l'absurdité de ce système qui fait que, par exemple, aujourd'hui en France 30 000 exploitations disparaissent chaque année. Dans le cadre de la logique de concentration, il faut bien être moderne, toujours augmenter les rendements, toujours être plus efficace. De 1992 à 2002, on est passé, au nom de l'efficacité économique, puis de la rationalité de la commission de Bruxelles, de 11 millions de paysans à moins de 6 millions dans la communauté européenne.

Trois chiffres montrent l'absurdité de ce modèle pour l'agriculture mondiale. Aujourd'hui sur la planète 28 millions de paysans travaillent avec un tracteur, 200 millions travaillent avec la traction animale et plus d'1,3 milliard travaillent à la main. Ce sont les chiffres aujourd'hui reconnus et admis par les institutions internationales. Que deviendront ces populations si l'agriculture rentre dans la logique productiviste au niveau mondial ? Ce ne sont pas des millions de paysans qui disparaîtront, comme en Europe ou en Amérique du Nord, mais des centaines de millions, peut-être 1 milliard ou plus. La question devient gigantesque, sachant que, dans le même temps, la logique productiviste, cette logique technicienne du toujours mieux toujours plus, fait que dans les entreprises du secteur secondaire – où l'on envoyait les paysans qui quittaient la terre afin de dégager de la main d'œuvre – ces gens-là n'auront plus de place. En effet, là aussi il faut toujours aller plus loin, faire toujours mieux et donc on ne crée plus d'emplois dans l'industrie. On se retrouve dans une situation absurde où l'on court toujours plus loin sans avoir de solution et sans se rendre compte que cela crée un conflit social mondial comme on n'en a encore jamais connu.

Depuis le mois de novembre 2001 tout ceci n'est pas un rêve, et le premier conflit d'un nouveau type est en train de s'inscrire dans

un pays particulier. En novembre 2001, la Chine a accédé à l'OMC. Grâce à cette accession, elle entre dans le concert des nations, ce qui lui permettra en même temps d'organiser les jeux olympiques et de se donner une belle image.

Ceci mis à part, on se retrouve là dans un cas de figure extraordinaire, avec l'alliance d'un pouvoir d'État autoritaire et de la libéralisation du marché à outrance. Rajoutons à cela l'idéologie du progrès, les chinois n'en sont pas avares, et l'on se rend compte que cela va être une catastrophe. Or, que nous disent aujourd'hui les économistes chinois officiels ? Ils disent très clairement que, à la suite de l'entrée du pays dans l'OMC, il va falloir importer, puisque l'OMC oblige à importer au moins 5 % de ses denrées, même en matière agricole, quand on y adhère. Il va donc y avoir du dumping, et les prix vont baisser. Les économistes chinois disent aujourd'hui qu'ils pensent qu'entre 250 et 400 millions de paysans seront obligés de quitter la terre dans les dix prochaines années. Que deviendront-ils, quand on sait que déjà la périphérie des grandes villes chinoises est envahie de paysans sans terre ? On sait très bien qu'ils n'ont aucun avenir. On est en train de construire une véritable bombe à retardement, uniquement pour satisfaire un fantasme, pour satisfaire des économistes, des financiers, des scientifiques et des hommes d'État très contents de construire de belles machines.

On pourrait prendre des exemples identiques en Afrique. Aujourd'hui, grâce à la politique européenne, grâce à nos excédents – que l'on a été capable de produire et ensuite de conserver dans des frigors à Bruxelles – on a pu déverser sur toute l'Afrique subsaharienne des quantités astronomiques de viande à bas prix. À tel point qu'en six ans, on est arrivé à diviser par deux le cheptel des pays subsahariens. Voilà la logique du marché, la logique du progrès économique, voilà la logique scientifique poussée à l'absurde. Tout cela nécessite que l'on remette en cause de manière radicale la totalité des concepts sur lesquels a été basée la construction de la planète jusqu'à présent. Dans cette vision, quel espoir y a-t-il ? Eh bien, l'espoir, ce sont des hommes et des femmes qui, partout aujourd'hui, se lèvent pour dénoncer cette situation, mais aussi pour construire des alternatives au quotidien et qui n'attendent pas les lendemains qui chantent pour commencer à bâtir. Et c'est cela qui est nouveau aujourd'hui, que des hommes et des femmes luttent et construisent en même temps des alternatives, sans attendre que les institutions politiques issues du colonialisme règlent tous les problèmes. Ce sont les mouvements sociaux, les citoyens en lutte,

et pas simplement les ONG, qui sont aujourd'hui en train de se prendre en main, et c'est la jonction entre ces différents mouvements qui est un véritable espoir. À Porto Alegre, on a dit qu'un autre monde est possible. Nous sommes un certain nombre à dire qu'il est dangereux de parler d'un autre monde possible parce que c'est à nouveau penser dans la dualité. C'est pour cela qu'il est préférable de dire que d'autres mondes sont possibles et c'est également pour cette raison que nous disons, nous, à Via Campesina, notre mouvement paysan international, que pour globaliser l'espoir il faut d'abord globaliser les luttes.